



DDP IC 401664

SPTS 2.1 Analyste d’Affaire – N3

Questions Reçue

Question 1

Page 5 – section 1.1 – À l’avant-dernier paragraphe, il est indiqué qu’il y a un formulaire d’autorisation de tâches dans les annexes; toutefois, le document ne se trouve pas dans la demande de propositions. Est-ce qu’ISDE peut nous transmettre une copie de cette annexe?

La référence à l'annexe d'autorisation de tâche a été supprimée car les formulaires ne sont plus utilisés. Veuillez consulter le document de l'Amendement n ° 1 joint à l'APM sur Achats et Vente.

Question 2

Page 11 – section II – Selon la soumission financière, le montant des taxes applicables doit être indiqué séparément; toutefois, il n’y a pas d’endroit dans le barème de prix (pièce jointe 1 de la partie 3) pour fournir ces renseignements. Est-ce que les soumissionnaires peuvent ajouter une ligne sous le prix évalué total du soumissionnaire pour indiquer cette information?

Le barème des prix a été modifié pour inclure les calculs d'impôt. Veuillez consulter le document de l'Amendement n ° 1 joint à l'APM sur Achats et Ventes.

Question 3

Page 12 – section IV – renseignements supplémentaires – Au point 5b, il est indiqué ce qui suit : *l’adresse contenant les renseignements ci-dessous pour chaque lieu proposé pour la réalisation des travaux ou pour la sauvegarde des documents.* Est-il possible de supprimer le point 5b, puisque ni les exigences relatives à la sécurité (section 7.3) ni la LVERS (annexe C) n’indiquent que la sauvegarde s’applique à cette exigence?

Le point 5b a été retiré de la demande de proposition. Veuillez consulter le document de l'amendement n ° 1 joint à l'APM sur Achats et Ventes.

Question 4

Page 20 – Le critère TO1 fait référence au tableau 1; toutefois, il n’y a pas de tableau 1 dans la demande de propositions. Est-ce qu’ISDE peut nous transmettre une copie du tableau 1?



La référence au tableau 1 de MT1 a été remplacée par la pièce jointe 1 à la partie 4, SPTS Grille Souple. Veuillez consulter le document de l'Amendement n ° 1 joint à l'APM affiché sur Achats et Ventes.

Question 5

Page 25 – Le critère TC1 fait référence à l'exigence obligatoire 11.4; toutefois, il n'y a pas d'exigence obligatoire 11.4 dans la demande de propositions. Est-ce qu'ISDE peut nous indiquer quelle exigence obligatoire devrait être mentionnée dans le critère TC1?

La référence a été supprimée. Veuillez consulter le document de l'Amendement n ° 1 joint à l'APM affiché sur Achats et Ventes.

Question 6

Dans certains des critères obligatoires et cotés, on demande aux soumissionnaires de démontrer qu'ils ont acquis plus de 10 années d'expérience. Il est extrêmement difficile de fournir les coordonnées de personnes-ressources des clients pour chaque projet afin de démontrer l'expérience d'une ressource (particulièrement après 2 ans) puisque certaines de ces personnes-ressources peuvent avoir changé de poste ou même pris leur retraite. Est-ce que l'État pourrait supprimer complètement cette exigence des critères obligatoires et des critères cotés, et permettre aux soumissionnaires de fournir les coordonnées de trois clients pour lesquels un travail similaire a été fait par le passé?

La Couronne ne supprimera pas cette exigence. Les soumissionnaires doivent fournir le nom de l'autorité de projet dans le cadre de chaque projet cité.

Question 7

Les services demandés sous cette Demande de Proposition sont-ils fournis ou ont-ils été fournis auparavant?

Non, c'est une nouvelle exigence.

Question 8

En ce qui concerne l'exigence RT4:

Le soumissionnaire devrait fournir des résumés de projet qui démontrent que l'analyste d'affaires principal (niveau 3) proposé possède une expérience de consultation auprès des gouvernements autres que le gouvernement fédéral.

Les points seront attribués comme suit :

- *Un projet gouvernemental provincial, territorial, autochtone ou étatique = 5 points*



- *Deux ou plusieurs projets gouvernementaux provinciaux, territoriaux, autochtones ou étatiques = 10 points*

Veillez confirmer que la Couronne acceptera aussi l'expérience acquise auprès de sociétés d'État pour ce critère.

Les sociétés d'État provinciales/territoriales sont acceptables. Les sociétés d'État fédérales ne seront pas acceptées pour ce critère.

Question 9

La Couronne peut-elle envisager d'apporter un changement au CTC1?

En plus de l'exigence obligatoire 11.4, l'analyste principal des activités (niveau 3) proposé par le soumissionnaire se verra attribuer des points pour les années d'expérience dépassant le minimum de dix (10) ans d'expérience.

Cinq (5) points seront accordés pour chaque tranche de cinq (5) ans :

- *De 10 à 15 ans = 10 points*
- *De 15 à 20 ans = 15 points*
- *Plus de 20 ans = 20 points*

Étant donné qu'il s'agit déjà d'un besoin en ressource exigeant un analyste principal des activités, si la Couronne peut envisager de le supprimer, cela continuerait de satisfaire au niveau de ressource requis sans avoir d'incidence sur le résultat de l'évaluation. Autrement, si les points devaient être rajustés, une échelle plus réaliste fonctionnerait peut-être mieux. Pour obtenir le total de points maximal, l'analyste des activités devrait montrer trente (30) ans d'expérience (avec références) pour satisfaire à l'exigence.

La Couronne a déterminé que le critère demeure pareil.

Question 10

Veillez confirmer si la Couronne peut accepterai une modification de la TC5 pour inclure également l'agrément CBAP - Certified Business Analysis Professional.

La Couronne acceptera l'accréditation CBAP - Certified Business Analysis Professional sous les accréditations de l'International Institute of Business Analysis.

Question 11



En prenant note de «à la demande» et des 150 jours par année indiqués dans le barème des prix, nous demandons respectueusement des renseignements supplémentaires sur l'utilisation prévue à court terme du contrat. Des analystes supérieurs de haute qualité qui répondraient aux exigences énoncées dans la DP auront tendance à demeurer engagés à temps plein sur des projets à plus long terme et, par conséquent, les entreprises pourraient être confrontées à la nécessité de maintenir la continuité d'une ressource unique à court terme ». Et sur demande "type de travail sur une période de 5 ans. Est-ce qu'il y aura probablement une exigence à temps plein pour au moins plusieurs mois peu de temps après l'attribution du contrat pour lequel nous devrions nous assurer que nos ressources sont disponibles? Tous les détails concernant les modèles d'utilisation prévus ou estimés du contrat résultant - en particulier la première année - seraient grandement appréciés.

Nous aurons 2 mois de travail initial pour le consultant. Bien que l'équipe soit très occupée, nous n'avons pas de modèles d'utilisation prévus ou estimés développés au-delà de cette période.

Question 12

Étant donné la courte période d'affichage de la DP et le fait qu'elle se termine actuellement au milieu de la semaine de relâche scolaire de l'Ontario, où de nombreux employés et consultants sont en vacances, nous demandons respectueusement une prolongation de la date de clôture de la DDP, au 21 mars.

La prolongation a été approuvée pour une semaine supplémentaire. Veuillez-vous référer au document de l'amendement no 2 annexé à cette APN.

Question 13

En ce qui concerne la RT4, la question demande de l'expérience dans la consultation avec les gouvernements non fédéraux. La Couronne confirmera-t-elle que des points complets seront accordés pour la réalisation de projets exécutés au sein d'organismes fédéraux qui impliquent des consultations avec des gouvernements non fédéraux (gouvernements provinciaux / territoriaux / autochtones / gouvernements des États)?

La Couronne n'acceptera pas les projets réalisés au sein d'une organisation fédérale.

Question 14

La Couronne voudrait-elle envisager de réviser MT2: inclure l'expérience des directeurs ou des gestionnaires (CS4 / 5) sur les questions relatives aux projets qui affectent la capacité des organisations à atteindre les objectifs commerciaux du projet. Beaucoup de ministères et d'organismes du GdC ont des structures organisationnelles différentes, dont quelques-uns incluent peu de rôles de directeur et de nombreux rôles de gestionnaire / chef / chef de file (CS4 / 5). Le libellé actuel de l'exigence de l'invitation à soumissionner empêche qu'un Business Analyste qui satisfait à tous les autres critères soit proposé pour ce travail, bien qu'il relève de son domaine

(Gestion des services d'entreprise / lieu de travail numérique) et n'offre donc pas la meilleure valeur pour la Couronne.

La Couronne accepte le changement. Veuillez-vous reporter au document de l'amendement no 3 annexé à cette APN.

Question 15

La Couronne pourrait-elle envisager de réviser l'exigence de référence du projet sous RT1 pour que tous les projets cités ne comprennent que des projets au cours des cinq dernières années? Dans sa forme actuelle, cette demande nécessite des ressources pour valider et fournir des références pour le projet de 10 ans et plus pour les mandats, et il ya 20 ans pour l'exigence nominale RT1. Le processus consistant à atteindre et à confirmer les références de projet pour 6-20 ans ne fournirait guère de valeur par rapport aux références de projets actuels et applicables. Le processus prend beaucoup de temps pour les candidats et les références en plus d'être presque impossible à satisfaire car la majorité des références projet / client de 6 à 20 ans ont probablement pris leur retraite, ou ont déménagé a un nouveau rôle ?

La Couronne a révisé ce critère dans son intégralité. Veuillez-vous reporter au document de l'amendement no 3 annexé à cette APN.

Question 16

L'énoncé des travaux de cette DDP énonce: «La transformation numérique consiste à utiliser la technologie pour améliorer l'information et les services gouvernementaux pour les entreprises canadiennes (p. Ex., Plus simples, plus centrées sur le client et plus rapides). Étant donné la nature de cette transformation et le lien avec les organisations du secteur privé, les ressources ayant l'expérience du secteur privé fourniraient des renseignements pertinents sur le projet. Compte tenu de cela, la Couronne pourrait-elle confirmer que les projets du secteur privé seront acceptés en réponse à la RT4.

La Couronne n'acceptera pas les projets exécutés dans le secteur privé.